Simulation Action Climat: pays à émergence rapide



À l’attention de: Négociateurs en chef des pays à émergence rapide (Chine, Inde, Indonésie, Brésil, Mexique, Afrique du Sud)

Objet: Préparatifs pour le sommet Action Climat

Bienvenue au sommet Action Climat. Le secrétaire général des Nations unies vous a invités, ainsi que des responsables de l’ensemble des parties prenantes concernées, à collaborer pour lutter de manière efficace contre le changement climatique. Dans son invitation, le secrétaire général a souligné ce qui suit: «L’urgence climatique est une course que nous sommes en train de perdre, mais que nous pouvons encore gagner. [...] Les connaissances scientifiques les plus fiables [...] nous indiquent que toute hausse des températures supérieure à 1,5 °C causera des dommages sévères et irréversibles aux écosystèmes qui nous permettent de vivre. Mais la science nous dit également qu’il n’est pas trop tard. Nous pouvons y remédier. [...] Il nous faudra toutefois revoir en profondeur tous les aspects de notre société: l’agriculture, l’exploitation des terres, les carburants et le fonctionnement de nos économies. [...] En unissant nos forces, nous veillerons à ne laisser personne de côté.»

Le sommet a pour but d’élaborer un plan visant à limiter le réchauffement de la planète pour le maintenir sous la barre des 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et à tenter de le ramener à 1,5 °C, conformément aux objectifs internationaux officiellement définis dans l’accord de Paris sur le climat. Les preuves scientifiques sont sans équivoque: un réchauffement d’une valeur supérieure à ces seuils aura des effets catastrophiques et irréversibles sur la santé, la prospérité et la vie des habitants de tous les pays.

Vous représentez les pays en développement les plus grands et affichant la croissance la plus rapide (énumérés ci-dessus). Leur population combinée est de près de 3,5 milliards de personnes, soit environ 45 % des 7,7 milliards d’habitants de la planète. Collectivement, ils ne génèrent cependant que quelque 25 % de la production économique mondiale, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant plus faible et une pauvreté bien plus importante que les pays développés.

Vos priorités politiques sont énumérées ci-dessous. Vous pouvez toutefois endosser ou rejeter toute autre politique qui serait mise sur la table.

1. Subventionner les énergies renouvelables (notamment les énergies solaire, éolienne, géothermique et hydraulique ainsi que le stockage de l’énergie).

Le secteur des énergies renouvelables se développe rapidement, mais représente toujours moins de 5 % de l’approvisionnement énergétique mondial. Les subventions favoriseront la croissance de ces industries, ce qui créera de l’emploi dans vos pays (pour peu que vous parveniez à surpasser les progrès technologiques réalisés dans les pays développés dans les domaines de l’éolien, du solaire et des batteries). Les technologies de stockage (par exemple, les batteries, le stockage thermique ou les stations de transfert d’énergie par pompage) et de «réseau intelligent» pour l’électricité permettent d’intégrer les sources intermittentes d’énergie renouvelable, comme l’énergie solaire ou éolienne, au système énergétique tout en assurant un approvisionnement permanent en électricité.

1. Réduire les émissions de méthane, de protoxyde d’azote et d’autres gaz à effet de serre. Le CO2 est le principal gaz à effet de serre (GES), mais un quart environ du réchauffement climatique est imputable à d’autres gaz. Il s’agit notamment du méthane (CH4), du protoxyde d’azote (N2O) et d’un large éventail de chlorofluorocarbones et d’autres composés fluorés (appelés «gaz F»). Molécule pour molécule, nombre de ces gaz contribueront des dizaines, des centaines, voire des milliers de fois plus au réchauffement planétaire au cours du prochain siècle que le CO2. Si leurs concentrations sont faibles, elles augmentent rapidement.
2. Réduire la déforestation. La déforestation est actuellement responsable d’environ 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et a lieu pour une bonne part dans les forêts tropicales des pays que vous représentez, notamment dans le bassin amazonien, en Chine, en Inde et en Indonésie. La protection des forêts permettrait de réduire ces émissions tout en préservant la biodiversité et les réserves d’eau. Cependant, limiter la déforestation revient également à réduire le potentiel d’utilisation des terres concernées à des fins d’exploitation forestière, de production alimentaire et d’autres usages importants.
3. Explorer la piste du boisement. Le boisement consiste à faire pousser de nouvelles forêts sur des terres dépourvues d’arbres; il peut s’agir de terres qui avaient préalablement été déboisées ou dégradées. Mis en œuvre à grande échelle, il pourrait empiéter sur des terres nécessaires aux cultures ou à l’élevage de bétail, ce qui ferait grimper les prix des denrées alimentaires. Réfléchissez aux superficies qui devraient être affectées aux politiques de boisement que vous et d’autres groupes préconisez.
4. **Envisager de fixer un prix pour les émissions de CO2.** Les combustibles fossiles dominent toujours le système énergétique mondial, et le CO2 qu’ils émettent constitue de loin la plus grande source de gaz à effet de serre contribuant au changement climatique. À l’heure actuelle, les prix du marché ne reflètent pas leurs dommages sociaux et environnementaux (leurs «externalités négatives»). Pire encore, les gouvernements du monde entier, y compris nombre de ceux que vous représentez, consacrent chaque année entre 775 et 1 000 milliards de dollars aux subventions destinées à l’industrie des combustibles fossiles. Les économistes s’accordent à dire que la meilleure manière de réduire les émissions de gaz à effet de serre à l’échelle mondiale serait de fixer un prix du carbone. Envisagez de fixer un prix pour le carbone, éventuellement de manière progressive, afin de donner aux entreprises et aux consommateurs le temps de s’adapter. Les recettes ainsi générées pourraient être réinvesties dans le public, contribuer à compenser les coûts d’autres politiques ou servir à réduire vos déficits budgétaires. Si quelques-uns des pays que vous représentez ont fixé un prix pour les émissions de carbone ou ont réduit les subventions accordées aux combustibles fossiles, ces prix restent nettement inférieurs aux 30 à 50 dollars par tonne de CO2, voire plus, recommandés par de nombreux économistes. La Chine met actuellement en place un marché national du carbone reposant sur un système de plafonnement et d’échange des droits d’émission, qui poussera à la hausse le prix des émissions de CO2, mais d’autres pays de votre groupe n’ont pris aucune mesure en ce sens. Vous ne pouvez toutefois pas vous permettre de faire évoluer les choses trop rapidement: les classes moyennes de vos pays cherchent à accéder aux produits et services que les habitants des pays développés tiennent pour acquis (automobiles, climatisation, voyages en avion, etc.), tandis que les plus pauvres souhaitent avoir accès à un approvisionnement fiable en électricité, à l’eau potable, à la nourriture, aux soins de santé, à des logements décents et à d’autres besoins humains fondamentaux, et seront fortement impactés par toute augmentation des coûts de l’énergie.
5. Envisager de taxer le charbon. Nombre des pays que vous représentez continuent d’ouvrir de nouvelles mines de charbon et de nouvelles centrales au charbon, alors que ce combustible est celui qui émet le plus de carbone et qu’il est responsable d’une grande partie de la pollution de l’air dont souffrent des millions de personnes dans ces pays. Taxer, réglementer, voire éliminer progressivement l’usage du charbon permettrait de faire baisser rapidement les émissions, de réduire la pollution atmosphérique aux effets nocifs et d’améliorer la santé publique.

Observations complémentaires

Vos économies connaissent actuellement une situation conflictuelle marquée par des tendances contradictoires. Les pays que vous représentez sont fortement dépendants des combustibles fossiles, dont le charbon, et sont aujourd’hui responsables de 40 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dont 28 % environ pour la seule Chine. Collectivement, vos pays et les autres pays en développement représentent aujourd’hui quelque 64 % des émissions mondiales, bien que les émissions par habitant y soient plus faibles que dans les pays développés. La plupart des émissions cumulées de gaz à effet de serre qui sont à l’origine de la crise climatique sont toutefois le fait de ces derniers. Vous estimez qu’il est de leur responsabilité morale de réduire leurs émissions, et que les politiques visant à lutter contre le changement climatique ne doivent pas freiner votre propre développement économique ni entraver vos démarches destinées à sortir de la pauvreté des centaines de millions de vos ressortissants.

Dans le même temps, vous reconnaissez que le changement climatique représente une sérieuse menace pour la prospérité, la santé et la vie de vos populations. La pollution atmosphérique due aux combustibles fossiles provoque chaque année des maladies graves et des millions de décès prématurés dans les pays que vous représentez. L’élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes, les sécheresses, la baisse de rendement des cultures et d’autres problèmes induits par le changement climatique alimentent de plus en plus les conflits et les migrations et sapent votre sécurité nationale et la légitimité de vos gouvernements.

Si l’industrie des combustibles fossiles s’oppose à tout changement, vos pays et leurs entreprises estiment que des politiques respectueuses du climat peuvent être bénéfiques pour vos économies. L’efficacité énergétique, et les énergies renouvelables telles que l’énergie éolienne et l’énergie solaire, sont souvent rentables, créent de l’emploi et améliorent la santé publique. Même si vous continuez à construire des centrales au charbon, vous êtes engagés dans une course avec les pays développés pour déterminer qui dominera le marché en croissance rapide des énergies renouvelables, des véhicules électriques et des bâtiments et procédés industriels efficaces sur le plan énergétique.